

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » - Karl Marx

28 février 2023

Stib

Pas de guerre pour les profits

Voilà un an que la guerre en Ukraine a commencé. Nul ne peut en ignorer les ravages : 200 000 morts, des millions de déplacés, des familles démunies qui se demandent comment elles vont passer l'hiver. La destruction des infrastructures, routes, écoles, hôpitaux, centrales, est une catastrophe supplémentaire dont les conséquences vont se faire sentir pendant des années.

Les justifications de Poutine pour déclencher cette guerre sont tout aussi mensongères que les déclarations des pays de l'OTAN qui prétendent défendre la démocratie et le droit des peuples. Leur propagande présente la Russie comme un agresseur face à des pays « pacifistes ». Or l'histoire récente montre bien qu'ils n'ont pas hésité à se lancer eux-aussi dans des aventures guerrières. Ils ne sont pacifistes que quand ils peuvent imposer leur volonté au monde par leur simple poids économique.

Cette guerre est le fruit d'une concurrence féroce pour décider qui va contrôler les ressources minières, agricoles et humaines de l'Ukraine. Elle n'est qu'un épisode de plus dans l'histoire sanglante du capitalisme.

La folie de la concurrence entre capitalistes fait que seuls les plus gros survivent, elle leur impose une fuite en avant dans la surproduction et cela rend rapidement les frontières nationales trop étroites pour les mastodontes de l'industrie et de la finance. Cette bataille se mène depuis plus d'un siècle à l'échelle mondiale.

Dans cette course au profit, les gouvernements de chaque pays ont pour rôle défendre les intérêts de leur propre bourgeoisie en lui assurant les meilleurs accords, les meilleurs accès à des marchés captifs et aux matières premières. Historiquement, cela explique les politiques de colonisation à l'œuvre au 20^{ème} siècle.

Aujourd'hui la colonisation est indirecte. USA, Europe, Japon, Chine, Russie se partagent des zones d'influence économique et politique sans cesse remises en cause en fonction de leurs rapports de force. C'est la loi du plus fort et si le plus faible la refuse, cela se tranche par les armes, par la guerre, qui n'est donc que la continuation sanglante du combat des capitalistes entre eux pour l'accaparement des richesses de la planète et l'exploitation des peuples. Et quand ceux-ci se révoltent, c'est la guerre aussi.

Cette logique mortelle a été à l'origine des deux premières guerres mondiales et de tous les conflits récents,

en Syrie, en Afghanistan, au Yémen et maintenant en Ukraine.

La Russie à l'économie déclinante défend son influence sur l'Ukraine tandis que les pays alliés de l'OTAN veulent l'étendre.

Aujourd'hui, le conflit menace de se généraliser. Tous les pays sont sommés de choisir leur camp. Est-ce que la Russie réussira à impliquer d'autres pays de la région ? Est-ce que l'OTAN interviendra directement ? Est-ce que la Chine livrera des armes à la Russie ? Car dans le même temps, le ton ne cesse de monter entre la Chine et les Etats-Unis. Les économies de ces pays sont complètement liées, mais la Chine cherche à sortir de sa situation de dépendance et pour cela elle doit disposer, elle-aussi, de sa zone d'influence et cela ne peut se faire qu'au détriment d'une autre puissance...

L'affaire du ballon espion chinois abattu au-dessus des Etats-Unis, le survol de Taïwan par des drones militaires chinois, sont autant d'étincelles qui testent la volonté de ces géants économiques et militaires à en venir aux mains. Il y a là les germes d'un autre conflit, d'une autre guerre.

Surtout que la guerre, qui est une horreur pour les peuples, est aussi une aubaine pour les fabricants d'armes. Rien qu'à l'échelle européenne, ce sont des milliers de milliards d'euros d'argent public qui vont être consacrés à fabriquer des machines à tuer en masse.

Ce système économique produit la misère, la guerre et la mort. Il ne peut pas en être autrement sans que les travailleurs y mettent un terme. Ils le peuvent car sans eux rien ne fonctionne. Les capitalistes et leurs gouvernements ont besoin d'eux pour tout, y compris pour produire, transporter les armes... et pour se battre.

Le rouleau compresseur de la propagande prépare les esprits à une future guerre, à devoir défendre la démocratie contre la dictature, russe ou chinoise. Or le capitalisme, c'est la dictature, c'est la misère, et les travailleurs n'ont pas à se ranger derrière un exploiteur plutôt qu'un autre.

Préparons-nous au contraire à défendre notre propre camp, à nous unir entre exploités, par-delà les frontières, contre nos propres gouvernements et contre la classe capitaliste qui nous exploite.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

En bref... En bref... En bref... En bref... En bref...

Plus mou, c'est qu'il est mort !

Une journée d'action nationale a été décidée le 14 février par la FGTB et la CSC. A part des déclarations et des paroles, les directions syndicales n'ont pas mobilisé. Pas un tract, rien ! Résultat : à peine 500 travailleurs au rassemblement devant la Tour des Finances. C'est la millième fois que ces bureaucrates jouent le même scénario. Pas possible de savoir s'ils le font exprès ou s'ils s'en foutent. Une chose est certaine, si on ne prend pas les choses en mains, on va dans le mur.

Deux grèves en mars

Un préavis de grève est déposé par la FGTB et la CSC pour le 8 mars. Une autre grève est prévue le 10 mars pour tous les services publics. Mais si tu ne lis pas la presse, t'as pas beaucoup de chance d'être au courant !

Bande d'hypocrites

Les sanctions pour retard tombent à tour de bras, surtout chez les chauffeurs. Si tu prends le bus pour ton service à l'autre bout de la ville, ben, t'es en retard. C'est normal puisque les bus sont en retard ! On est à l'aise pour en parler, c'est nous qui les conduisons. Les planchettes ne sont pas respectées. Donne-nous des planchettes réalistes et on ne sera plus en retard...

C'est juste pour nous em...

Si t'as ta doudoune, tu vas aussi te prendre une sanction. En été, tu ne peux pas mettre de short et en hiver tu devrais te les geler. Mais franchement qu'est-ce que ça peut bien leur faire ? On se le demande !

Chez Mestdagh, la lutte continue

Les travailleurs du Mestdagh ont installé un piquet le 15 février devant le centre logistique des magasins, situé près de Liège. Les patrons maintiennent le flou total autour de la reprise des magasins par Intermarché et jouent maintenant les muets. Pour refaire une beauté à leurs profits, ils vont s'attaquer aux travailleurs. Ces derniers ne sont pas dupes. La direction a perdu sa langue, aux travailleurs de leur faire entendre la leur et de lui imposer leurs conditions !

L'argent public finance les profits des actionnaires !

En Belgique en 2021, les aides publiques aux entreprises ont atteint presque 15 milliards d'euros. Ces subventions directes prennent la forme de réductions de cotisations sociales, d'aides à l'investissement ou encore de titres-services. La Belgique est un des pays où ces aides financières aux entreprises sont les plus élevées. Cet argent public est distribué aux plus riches pendant que les hôpitaux, les écoles, les transports en commun, sont exsangues faute d'investissement.

La honte des conditions d'accueil

Pour ne plus dormir dans la rue, plus de 1000 demandeurs d'asile avaient trouvé refuge, depuis octobre, dans un grand bâtiment inoccupé à Schaerbeek. Les conditions de vie y étaient catastrophiques : promiscuité, insalubrité, épidémies... L'insécurité y était telle que, début février, la région bruxelloise s'est sentie obligée de faire quelque chose. Elle a fait évacuer le bâtiment, mais n'avait prévu que 250 places pour reloger ses occupants ! Les autres se sont retrouvés à nouveau à la rue. Une telle gabegie ne s'explique pas uniquement par l'habituel foutoir de l'état belge. Les droits de l'homme sont un cache sexe des États impérialistes qui s'accommodent très bien de la misère des peuples.

Un travailleur pauvre sur quatre n'aura jamais de retraite

27 % des travailleurs les plus pauvres meurent avant 67 ans contre moins de 15 % des plus riches. Le constat de la mutualité socialiste Solidaris rappelle que si l'espérance de vie moyenne continue de croître, elle augmente surtout pour ceux qui ont la chance de vivre en bonne santé. Justifier le relèvement de l'âge de départ à la retraite au nom du vieillissement de la population n'a rien du bon sens mais tient bien d'un choix de classe : grappiller quelques millions sur le dos des travailleurs les plus exploités pour arroser ceux qui s'en mettent déjà plein les poches.

Turquie : des amnisties meurtrières

Le tremblement de terre survenu dans le sud-est de la Turquie a entraîné en quelques secondes l'effondrement de milliers de bâtiments et la mort de plus de 40.000 victimes ensevelies sous les décombres. Si Erdoğan plaide la fatalité, c'est bien sa politique d'amnistie des constructions illégales qui en est responsable. Rien que depuis 2018, il a régularisé plus de sept millions de logements construits en dehors de toute norme antisismique, empochant au passage 4 milliards de dollars d'amendes, aussitôt réinjectées dans les poches de ses amis promoteurs immobiliers.

Demandez le journal de **La lutte**. Nos camarades le vendent à la porte des dépôts.



facebook.com/lalutte.belgique



www.lalutte.org



contact@lalutte.org



0498/44 64 72

Des dépenses qui sèment la mort

Les ministres de la défense des 30 pays membres de l'OTAN sont occupés à se mettre d'accord pour augmenter les dépenses militaires. L'objectif, qui était jusqu'ici de consacrer au minimum 2% du PIB à l'armement, serait d'y consacrer 4%. Même si certains pays n'atteignent pas cet objectif, tous sont d'accord pour augmenter les dépenses militaires. La Belgique a déjà prévu de tripler le budget de l'armée.

La course à l'armement bat son plein, pour le plus grand profit des marchands de canons. Pour nous, leurs guerres ne peuvent engendrer que la misère, la destruction et la mort !

L'Europe s'emmure contre les migrants

Le dernier sommet européen s'est conclu par une batterie de mesures anti-migrants. Les 2000 kilomètres de murs et de barbelés déjà en place vont être renforcés par de nouvelles clôtures, à la fois aux frontières extérieures et entre pays de l'Union européenne. L'aide au développement, va aussi être utilisée comme carotte pour freiner les départs. Comme si une aide habituellement confisquée par les bourgeoisies des pays d'origine et leurs parrains occidentaux allait dissuader des candidats réfugiés qui, au péril de leur vie, fuient la guerre, la famine et la misère.